TERMES DE REFERENCE

Projet « Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohesion sociale »

Recrutement d'une OSC prestataire pour Accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du plan de campagnes de sensibilisation et d'éducation pour l'engagement des acteurs dans le cadre du projet

Zone cible : Haute Matsiatra, Sofia, Menabe, Atsimo Andrefana, Anosy, Androy, Atsimo Atsinanana et Ihorombe

Résultat du projet	Référence Prodoc
Résultat 3 : **La confiance des communautés à l'égard des Dina et du système de justice formel et les droits des justiciables dont les populations vulnérables sont renforcés grâce à l'opérationnalisation au niveau des collectivités d'un mécanisme de contrôle citoyen (CC) de ces systèmes de justice.**	Produit 3.2 : Les mécanismes de contrôle citoyen des systèmes de justice traditionnels et formels sont opérationnels et pérennes 3.2.1 Élaborer un plan de campagnes de sensibilisation et d'éducation sur la base des résultats du Produit 3.1, le mettre en œuvre et renforcer les capacités des parties prenantes des mécanismes de contrôle citoyen des Dina et de la justice formelle

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Madagascar bénéficie du fonds du relèvement pour la consolidation de la paix (PRF) du Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF). Cet appui concerne le financement d'un projet qui s'intitule « Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale » qui sera mis en œuvre sur une période de 36 mois à partir d'Octobre 2023.

En effet, dans le cadre de ce projet, le Système des Nations Unies à Madagascar, représenté par le PNUD, HCDH et MSIS Tatao souhaitent contribuer à accroître la confiance des populations à l'égard des institutions étatiques à travers l'instauration de mécanismes de redevabilité transparente et un accès à la justice plus équitable, à travers un appui aux systèmes de justice traditionnelle qui sont plus accessible à la plupart de la population, surtout rurale, en faveur d'une justice plus inclusive et respectueuse des principes de l'État de droit et des droits humains..

Pour ce faire, le projet vise à « professionnaliser » et harmoniser l'élaboration et l'application des Dina conformément à la législation en vigueur, contribuant à assurer la complémentarité entre les mécanismes de justice traditionnels et formels. Il vise aussi à renforcer les capacités des populations, des communautés à devenir actrices de la promotion de l'État de droit, de la lutte contre l'impunité et de la protection des droits humains dont ceux des populations vulnérables.

Ainsi, intervenant à la fois sur les mécanismes de justice traditionnels et formels, le projet compte :

(i) Contribuer au renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques concernés par les mécanismes de justice traditionnelle, en vue d'un meilleur respect de la législation en vigueur, des normes et standards internationaux des droits humains, et une meilleure sensibilité au genre.

(ii) Rapprocher les mécanismes de justice et de prévention et de gestion des conflits traditionnels aux mécanismes formels pour en assurer la complémentarité, alliant ainsi les atouts des mécanismes traditionnels et ceux des mécanismes étatiques, garantissant ainsi l'accès à la justice et la protection des droits des populations vulnérables et

(iii) Rendre opérationnels au niveau local des mécanismes de contrôle et de redevabilité des systèmes de justice, de prévention et de gestion des conflits traditionnels et formels, de manière inclusive.

MSIS Tatao, dans le cadre de ce projet, assurera la coordination de la mise en œuvre du Résultat 3 notamment des Produits 3.1. et 3.2 relatifs à la mise en œuvre du contrôle-citoyen des actions publiques auprès des Dina et de la justice formelle.

A cet effet, et afin de pouvoir mener à bien ces activités, MSIS Tatao procède au recrutement d'OSC national répondant aux profils stipulés dans ce TDR pour assurer avec l'équipe du projet l'élaboration et la mise en œuvre du plan de campagnes de sensibilisation et d'éducation citoyenne pour l'engagement des acteurs dans le cadre du projet au niveau des régions d'intervention.

2. OBJECTIF GENERAL

L'OSC recrutée assurera sur la base des résultats du Produit 3.1, l'élaboration et la mise en œuvre du plan de campagnes de sensibilisation et d'éducation citoyenne pour l'engagement des acteurs dans le cadre du projet au niveau des régions d'intervention.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Spécifiquement, il s'agit de :

- Conduire le processus d'élaboration de la stratégie de sensibilisation et d'éducation citoyenne sur la base de l'analyse du résultat CAP ;
- Elaborer le plan de la campagne de sensibilisation et d'éducation citoyenne par région sur la base de la stratégie de sensibilisation et d'éducation citoyenne ;
- Identifier et concevoir les outils de campagne de sensibilisation et d'éducation citoyenne par Région ;
- Assurer l'efficacité des outils, mener un pré-test des outils élaborés pour collecter les

recommandations des communautés cibles,

- Assurer avec les parties prenantes clés la mise en œuvre du PCEC ;
- Assurer le suivi et l'évaluation de la campagne de sensibilisation relative à l'engagement des acteurs et parties prenantes au niveau des régions cibles ;
- Assurer la production et la dissémination des rapports relatifs à la mise en œuvre effective des campagnes de sensibilisation et d'éducation pour l'engagement des acteurs dans le cadre du projet au niveau des régions d'intervention.

3. RÉSULTATS ATTENDUS

Les interventions des OCSs retenus viseront à promouvoir l'engagement de tous les acteurs et parties prenantes au contrôle citoyen auprès de ces systèmes de justice traditionnelle et formelle ce à travers :

- La disponibilité d'une stratégie globale de campagne de communication et d'éducation citoyenne à partir de l'étude CAP réalisé
- La disponibilité du Plan opérationnel de campagne de sensibilisation et d'éducation citoyenne par district pour chaque région d'intervention sur la base de l'analyse du résultat CAP et intégrants tous les remarques et recommandations de chaque partie prenante ;
- La disponibilité des outils validés pour les activités de sensibilisation et d'éducation citoyenne par région ;
- L'effectivité du plan de communication suivant le plan et les approches de sensibilisation et d'éducation citoyenne adaptés ;
- Le Plan de suivi et d'accompagnement des parties prenantes clés (OSCs locales) dans la mise en œuvre du PCEC
- Le renforcement de l'adhésion de la communauté cible dans la mise en œuvre du contrôle-citoyen en vue d'améliorer le cadre juridique et institutionnel des Dina au niveau des régions cibles
- La production et la dissémination des rapports relative à la mise en œuvre effective des campagnes de sensibilisation et d'éducation pour l'engagement des acteurs dans le cadre du projet au niveau des régions d'intervention.
- La consolidation des bonnes pratiques et les changements de comportement issus des campagnes de sensibilisation et d'éducation menées
- Le plan de mise à jour du Plan de campagne de sensibilisation et d'éducation citoyenne

4. INDICATEURS DE RÉSULTATS

- Pourcentage d'acteurs (h/f) qui (i) connaissent et (ii) s'engagent dans le processus de recours en cas d'abus dans l'application des Dina
- Nombre de jeunes (h/f) et de femmes ayant été impliqué dans la mise en œuvre du mécanisme/outils CCAP au niveau Dina et services de justice formelle
- Nombre PSH impliqué dans la mise en œuvre du PCEC (genre et âge).

- 1 Plan de campagne de sensibilisation et d'éducation citoyenne par district pour chaque région sur la base de l'analyse du résultat CAP et intégrants tous les remarques et recommandations de chaque partie prenante.
- Nombre d'outils validés et utilisés pour la mise en œuvre de la sensibilisation et d'éducation citoyenne ;
- Pourcentage de Couverture des actions de sensibilisation et d'éducation citoyenne menées et visibilité à travers les canaux de communication ;
- Indice de réalisation du PCEC par district pour chaque région.
- Pourcentage d'amélioration des capacités des jeunes, associations des jeunes issus du réseau OBS Mada en matière de mise en œuvre du Plan de campagne de sensibilisation et d'éducation citoyenne.

5. METHODOLOGIE ET ACTIVITES

L'OSC sélectionnée sera en contrat avec MSIS Tatao et le projet Justice formelle et DINA pour une période d'un an (1 an) renouvelable après évaluation des résultats d'intervention à partir du mois de Mai 2024. Un mémorandum d'accord sera signé pour la durée du contrat entre le MSIS-Tatao et l'entité retenue comme « OSC prestataire de mise en œuvre » du projet suivant les procédures applicables au niveau de MSIS-Tatao. Les modalités de déblocage des fonds seront négociées avec le partenaire de mise en œuvre du projet et feront partie intégrante du mémorandum d'entente.

ACTIVITÉS

L'OSC recrutée mettra en œuvre les activités liées aux produits 3.2 du Résultat 3 du projet. Ci-après la liste non exhaustive de ces activités :

- Mener la campagne de sensibilisation et mobilisation des acteurs pour la conduite du Contrôle Citoyen
- Organiser des sessions de renforcement de capacité des OSCs local sur la mise en œuvre du PCEC
- Assurer le suivi et l'accompagnement des acteurs formés dans la mise en œuvre du PCEC
- Assurer la rédaction des rapports et la diffusion des principales recommandations aux parties prenantes clés du projet relatif à la mise en œuvre du PCEC.
- Assurer la disponibilité des documents et moyens de vérification des actions entreprises
- Chaque proposition d'activité à mettre en œuvre (sensibilisation et formations, suivi,…) doit être définie et planifiée de commun accord avec les représentants des parties prenantes concernés.

6. LIVRABLES ET CRITERES DE QUALITE

Les OSCs retenus sont tenu de fournir les livrables cités ci-dessous suivant les calendriers de mise en œuvre validé à travers le contrat de prestation :

PERIODE	LIVRABLES ATTENDUS
Avant contractualisation	Proposition technique et financière
Pendant la période du contrat	- Rapports d'activité et livrable pour chaque activité - Rapport sur l'utilisation des ressources budgétaires utilisées pour la période donnée (rapport de capitalisation, rapport de sensibilisation, rapport de formation, rapport de dissémination des résultats, rapport d'atelier de dissémination, ...); - Rapport de communication pour chaque activité réalisée ; - Mise à jour du BDD des photos et vidéos par région pour chaque activité - Document témoignant l'Engagement effective des acteurs (KMD, FDS, CTD et STD, ,…) dans le processus de mise en œuvre du Contrôle Citoyen auprès des Dina ; - Base de données des jeunes/associations de jeunes et autres acteurs cibles sensibilisés sur les concepts clés liés à la mise en œuvre du Contrôle Citoyen, la démocratie et la justice formelle et d'autres thématiques pertinentes à la consolidation de la paix - Document témoignant des succès dans la mise en œuvre du PCEC (illustration photos et vidéos) - Produits média, supports de réalisation activités d'animation communautaire - Mise à jour du canevas des Success stories, bonnes pratiques et changement de comportement. - Rapport sur la ventilation des bénéficiaires des activités réalisés
A la fin du mandat	Rapport des réalisations et des changements consolidées durant toute la période de la convention et de la réalité de l'utilisation des ressources et du compte budgétaire utilisé
Tout au long du processus	Afin d'assurer une meilleure contribution à l'atteinte des résultats escomptés dans le cadre de la mise en œuvre du mandat, des Réunions de coordination périodique avec MSIS-Tatao seront planifiés régulièrement.

7. BUDGET

Le budget alloué à la réalisation de ce contrat sera fixé suivant les modalités de contrat.

8. PROFIL DE L'OSC

- Organisation de la Société Civile avec des références avérées dans le domaine de la promotion de l'éducation – sensibilisation à la bonne Gouvernance au niveau des régions cible du projet ;
- Expérience probante dans le domaine de la communication, de la sensibilisation ainsi que de l'éducation citoyenne au niveau des régions cible du projet ;
- Être une organisation légalement constituée et œuvrant dans les régions cible du projet
- Justifiant d'au moins 3 ans d'existence au niveau des localités d'intervention ;
- L'équipe de mise en œuvre au sein de l'OSC retenu doit composer au moins d'un chef de mission, un responsable de mobilisation et d'éducation citoyenne et un responsable admin et financier
- Reconnue par la communauté ainsi que les autorités compétentes au niveau des régions cible du projet ;
- Avoir une bonne connaissance des paysages politique, juridique et socio-économique à Madagascar et au niveau des localités d'interventions ;
- Excellente référence en matière d'engagement des citoyens et des communautés locales dans le domaine de la bonne gouvernance ;
- Expériences et capacités de formation, conseils et encadrements des jeunes et d'associations de jeunes, des acteurs clés ;
- Avoir une bonne connaissance des enjeux de la consolidation de la Paix à Madagascar et les défis autour du Dina et Justice Traditionnelle ;
- Avoir les moyens humains et techniques pour la mise en œuvre de la mission ;
- Expérience dans la gestion de projets complexes sur des terrains fragiles ;
- Capacité de gestion financière, administrative et logistique des projets de développement ;
- Expériences en gestion des fonds de plus 5 000 000 Ariary avec les bailleurs
- Capacités à démarrer des activités rapidement dans des contextes complexes.

9. MODALITÉS DE CANDIDATURE

Les termes de référence seront lancés aux OSCs éligibles qui répondent aux profils cités ci-dessus à travers des appels à manifestations lancés auprès des OSCs qui ont déjà travaillé avec MSIS Tatao.

Le dossier de candidature doit inclure :

- Une note explicative sur la compréhension des TDRs et incluant une lettre de manifestation d'intérêt
- Une proposition technique incluant la présentation de l'approche méthodologique
- Une proposition financière Incluant les détails du budget

L'offre technique et l'offre financière doivent être

Envoyées à l'adresse e-mail : **recrutement.msistatao@gmail.com**

ou déposées à l'adresse ci-dessous en version imprimée, sous pli fermé

et portant la mention :

« Offre technico-financière relative au Recrutement OSC Nationale pour Accompagner la mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen des Dina et de la justice formelle »

au plus tard le 02 Aout 2024 à 00h00

Adresse : MSIS-Tatao, Projet –LANDJA - Lot VB6 rue Samuel RAHAMEFY Ambatonakanga (ex CITE) – Antananarivo

Maison Commune des Nations Unies Zone Galaxy,
Rue du Dr Raseta Andraharo
Antananarivo 101 - Madagascar

+261 38 13 371 45
landjaproject@gmail.com